

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 24/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **WIENERBERGER**

25 RUE DE LA GARE  
67470 Seltz

Code AIOT : 0006700794

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2025 dans l'établissement WIENERBERGER, implanté 25 RUE DE LA GARE 67470 Seltz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- WIENERBERGER
- 25 RUE DE LA GARE 67470 Seltz
- Code AIOT : 0006700794
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Il s'agit d'une installation de fabrication de tuiles

**Contexte de l'inspection :** Accident – incendie d'un bâtiment

**Thèmes de l'inspection :** Risque incendie

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant.

Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délai
1	ACCIDENT - INCIDENT	Arrêté Préfectoral du 12/07/2004, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
2	SÉCURITÉ INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 12/07/2004, article 16.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Demande d'action corrective	1 mois

<sup>(1)</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le nombre de poteaux incendie ne correspond pas à celui prévu.

L'accès au Seltzbach et à la vanne d'isolement du réseau est à améliorer.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : ACCIDENT - INCIDENT

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2004, article 4
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement devra être déclaré, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées. L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en œuvre, ou prévues, avec les échéanciers correspondants, pour éviter qu'il ne se reproduise.
<b>Constats :</b> Un incendie est survenu le vendredi 31/10/2025 sur le site de Seltz, aucune victime n'est à déplorer. L'exploitant a transmis un rapport d'incident le 14/11/2025.  Le déroulement des faits selon les déclarations de l'exploitant est le suivant : <ul style="list-style-type: none"><li>• Vers 17 h 45 : un cariste détecte le départ de feu et alerte la responsable du parc expédition, qui contacte immédiatement le Service d'incendie et de secours (SIS) et déclenche la procédure interne de gestion de crise. Le cariste tente une extinction manuelle, sans succès face à l'ampleur du sinistre.</li><li>• Vers 18 h : le chef de colonne du SIS arrive sur site pour évaluer la situation.</li><li>• Vers 18 h 10 : le SIS déploie ses moyens, se raccorde à un poteau incendie et met en œuvre un arrosage intermittent. Une motopompe est également installée pour capter l'eau dans le Seltzbach, la rivière voisine, non accessible aux véhicules lourds.</li><li>• Vers 22 h 30 : feu maîtrisé.</li><li>• Vers 23 h 30 : fin de l'intervention.</li></ul> Le sinistre a touché un local de préparation des commandes de tuiles, situé au centre du parc de stockage. L'exploitant a déclaré que ce bâtiment, d'environ 230 m <sup>2</sup> et d'une hauteur supérieure à 3 m, abritait notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• des chariots élévateurs, 2 à 4 bonbonnes de gaz de 35 kg, 2 pistolets de rétraction</li><li>• de la housse plastique, des cartons, des tuiles, palettes, et environ 30 litres d'engobe.</li></ul> Lors de la visite, d'importants dégâts matériels ont été constatés : <ul style="list-style-type: none"><li>• déformation de la tôle du bâtiment,</li><li>• destruction d'un chariot élévateur, d'un compresseur et de divers équipements.</li></ul> Le SIS a indiqué qu'en cas d'incendie sur un bâtiment de production de plus grande ampleur, les besoins en eau auraient pu dépasser les capacités disponibles. → L'exploitant doit réévaluer ses besoins en eaux d'extinction. Les eaux d'extinction se sont écoulées sur le parking. Des boudins de rétention ont été mis en place pour éviter tout déversement vers le milieu naturel sur environ 20 mètres linéaires, à plus de 10 mètres du sinistre sur le terrain bétonné servant de stockage aux tuiles et autres matériaux. L'exploitant estime qu'environ 100 m <sup>3</sup> d'eau ont été utilisés pendant l'intervention. Aucune eau n'était visible lors de la visite, et la zone naturelle (terre et végétation) se situe à plus de 5 mètres du positionnement des boudins, le Seltzbach étant lui-même à plus de 10 mètres de ce positionnement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> l'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none"><li>• réévaluer ses besoins en eaux d'extinction incendie ,</li><li>• disposer d'un stock suffisant de boudins de rétention pour contenir les eaux d'incendie.</li></ul>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suite :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délai :</b> 1 mois

## N° 2 : SÉCURITÉ INCENDIE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2004, article 16.2
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques, conformes aux réglementations en vigueur, et entretenus en bon état de fonctionnement.</p> <p>Les moyens d'intervention sur le site se composent : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de 4 poteaux d'incendie normalisés, implantés rue de la Gare à moins de 100 mètres de l'entrée principale du site,</li> <li>• d'une plateforme d'aspiration aménagée près du Seltzbach (débit inépuisable), à l'arrière du parc de stockage.</li> </ul> <p>L'ensemble du réseau devra pouvoir fonctionner normalement en période de gel.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>2 poteaux d'incendie normalisés sont implantés rue de la Gare à moins de 100 mètres de l'entrée principale du site, et non 4 comme prévu.</p> <p>→ Une clarification est attendue, l'exploitant est en écart.</p> <p>Concernant la plateforme d'aspiration, l'incident du 31/10 a montré qu'elle n'était pas aisément accessible aux engins de secours lourds.</p> <p>→ L'exploitant doit améliorer l'accès et la praticabilité du chemin d'accès au Seltzbach, afin de garantir un accès opérationnel pour les engins de secours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délai :</b> 3 mois

## N° 3 : Bassin de confinement des eaux incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Vanne d'isolement
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'incendie, l'exploitant a déclaré être allé fermer la vanne d'isolement du réseau, afin d'éviter tout rejet des eaux d'incendie vers le Seltzbach avant 19 h. Toutefois, le sinistre s'étant produit en contrebas du réseau, les eaux ne sont pas passées par celui-ci.</p> <p>Cependant, lors de la visite, il a été constaté que l'accès à la vanne d'isolement était difficile et que le chemin y menant est peu praticable (chemin boueux en descente pouvant entraîner un risque de glissade ...)</p> <p>→ L'exploitant doit améliorer l'accessibilité à cette vanne, afin d'assurer une manœuvre rapide et sécurisée en cas d'urgence.</p>
<b>Proposition de suite :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délai :</b> 1 mois